

Initiative populaire autrichienne pour la sortie de l’UE : démocratie ?

**Alors que l’année prochaine au plus tard la Grande Bretagne votera sur son appartenance future à l’UE, le Conseil national autrichien s’est penché sur la demande de référendum concernant une sortie de l’UE. Le débat a été déclenché par une initiative populaire que les initiateurs ont lancée pour donner au peuple autrichien la possibilité de voter sur une sortie de l’UE.**

Alors que l’année prochaine au plus tard la Grande Bretagne votera sur son appartenance future à l’UE, le Conseil national autrichien s’est penché sur la demande de référendum concernant une sortie de l’UE. Le débat a été déclenché par une initiative populaire que les initiateurs ont lancée pour donner au peuple autrichien la possibilité de voter sur une sortie de l’UE.
L’initiative populaire est en Autriche le seul instrument de démocratie directe par lequel les citoyens peuvent demander qu’une proposition de loi soit examinée au Conseil national. Contrairement à la Suisse, où il y a automatiquement un référendum lorsque 100 000 citoyens signent une initiative, en Autriche il faut d’abord une décision du Conseil national.

260 000 Autrichiens ont signé l’initiative populaire, le parlement a ensuite été chargé, en août 2015, de poursuivre l’examen. Lors de la première consultation d’experts en décembre 2015, les initiateurs de l’initiative populaire ont quitté le parlement pour marquer leur désaccord avec la façon très inhabituelle dont s’était déroulée l’audience. Voyez à ce sujet notre émission du 26 janvier 2016 en allemand. Récemment une deuxième audition des experts a eu lieu au parlement.

Lors de cette audition deux des responsables de l’initiative populaire, des experts désignés et trois représentants de l’initiative ont eu le droit de présenter les arguments en faveur d’une sortie de l’UE. Madame Inge Rauscher, porte-parole de l’initiative populaire autrichienne pour la sortie de l’UE, a lancé un appel aux 183 députés du Conseil national avec les paroles suivantes :
 « Saisissez la séance plénière de demain pour le renouvellement d’une Autriche libre, neutre et indépendante de Bruxelles et de Washington. Renoncez à vous soumettre au « club » et ayez le courage de décider d’un référendum sur une sortie de l’UE. »

Dès le lendemain de la consultation des experts, l’examen final de l’initiative populaire pour la sortie de l’UE a eu lieu au Conseil national. KlaTV était sur place pour vous, chers téléspectateurs.
Lors de cette séance plénière, les 183 députés avaient la possibilité de prendre position personnellement, ainsi que le droit de faire une proposition de résolution pour un référendum sur une sortie de l’UE. Jusqu’ici, c’est très bien. Mais dans quelle mesure les députés autrichiens s’intéressent-ils vraiment à l’initiative populaire pour la sortie de l’UE, signée par 260 000 Autrichiens ? Un des principes fondamentaux de la démocratie, c’est que le pouvoir vient du peuple et que celui-ci devrait être impliqué dans toutes les décisions selon le principe de la majorité. Mais voyez vous-mêmes dans quelle mesure ce principe de la majorité venant du peuple est respecté et souhaité par les députés :

> Lors du débat, de nombreux députés n’étaient pas présents ou bien pas du tout intéressés. La plupart d’entre eux jouaient avec leurs téléphones portables pendant toute la réunion, discutaient entre eux ou même téléphonaient.
> Bien que plusieurs députés se soient exprimés de façon critique envers l’UE, aucun des 183 députés n’a eu recours à une demande de référendum.
Comment se fait-il qu’aucun des députés ne soit intéressé à ce que le peuple autrichien puisse décider lui-même de son avenir ?
Dans la suite nous allons vous montrer quelques voix critiques envers l’UE, ainsi que le comportement extrêmement préoccupant des députés.

 « Il n’y a pas seulement eu 100 000 signatures, mais 261 000 signatures et cela représente plus de 4% des citoyens ayant le droit de vote. C’est un succès incroyable, car les initiateurs n’avaient pas un grand soutien, ils n’avaient aucun parti derrière eux, aucune grande institution, aucun média derrière eux, tout au contraire ! Nous savons très bien que tous les médias en Autriche travaillent contre cela et ne se prononcent pas en faveur d’une sortie de l’UE, bien au contraire. Les médias étaient contre nous, et alors 261 000 personnes se déclarent et signent ici de manière très ciblée. Cela doit déjà être considéré comme un succès énorme. »
 « En 1994 il y a eu une initiative populaire dont le résultat a été un Oui. J’étais l’un de ceux, je l’admets, qui ont voté pour, en suivant la ligne du parti. Après coup, je dois le dire, c’était une erreur, je le dis depuis 4-5 ans. Beaucoup de choses se sont passées et l’Union Européenne pour laquelle nous avons voté en 1994 n’a rien à voir avec ce que nous avons aujourd’hui. Avons-nous reçu une légitimation du peuple en 1994 pour supprimer le schilling et passer à l’euro ? Non. Avons-nous reçu une légitimation pour soumettre le droit autrichien au droit de l’UE et pour signer le traité de Maastricht ? Non. Comme vous, nous avons tout fait, avec des arguments tordus, pour empêcher un référendum sur cette question centrale. Avons-nous par exemple cherché l’accord du peuple sur l’union de transfert, c’est-à-dire les garanties illimitées que nous avons données maintenant à des Etats insolvables ou quasiment insolvables ? Non. Avons-nous posé la question d’une participation de l’Autriche neutre au nouveau front de la guerre froide sous la direction des Américains contre la Russie ? Non.
Le sujet n’est pas de ne pas avoir de coopération en Europe, de ne pas coopérer sur le plan économique, de ne pas veiller à la paix. La question c’est le noyautage continuel de nos droits et ainsi le noyautage continuel de la démocratie autrichienne, et le transfert de compétences vers un autre niveau, dans lequel nous avons tout juste 2% des députés, des voix, etc. La question c’est si ce transfert, cette diminution de notre démocratie jusqu’à un rapport de 1 pour 50 est souhaité et soutenu par le peuple. »

 « …une initiative populaire, pour laquelle plus de 261 000, pour être précis 261 157 personnes, sont allées dans leur commune pour donner leur voix et exprimer ce qu’elles ressentent, c’est-à-dire leur scepticisme envers l’UE. Je dis, ces personnes sont des démocrates qui vivent la démocratie et qui veulent transmettre à la politique ce qu’elles entendent dans leur entourage. Et nous ici au parlement, comme représentants du peuple, nous avons le devoir de prendre au sérieux ce que la population veut et ressent là-dehors.
Et si aujourd’hui nous disons, comme cela a été évoqué par certains collègues : Ce ne sont que 4% des voix ! Mesdames et messieurs les conditions dans lesquelles cette initiative populaire est apparue étaient extrêmement mauvaises. Il n’y avait pas de lobby du côté des médias, on n’en a pas parlé, tout au contraire ; cette initiative populaire a été plus ou moins passée sous silence par les médias. Et le succès que cette organisation a atteint en est d’autant plus grand, et je vous fais part de mes félicitations, merci pour votre engagement.
Le feu devrait passer à l’orange, cela veut dire que l’humeur du peuple est plus que critique envers l’UE et depuis 1994 beaucoup de choses se sont passées, à l’époque on avait promis à la population : le schilling va rester, le secret bancaire va rester, la neutralité va être préservée et beaucoup plus encore. Et aujourd’hui ? Aujourd’hui nous avons manqué à toutes ces promesses. »

 « Mesdames et messieurs, je compare l’UE actuelle à un homme extrêmement malade qui va chez son docteur et ce dernier lui fait une ordonnance pour un sirop contre la toux alors qu’il sait exactement que son patient aurait grand besoin pour être guéri d’une autre thérapie contre sa maladie grave. Et voici l’état de l’UE est semblable à cet homme : gravement malade et mal fichue. Les conséquences douloureuses de notre adhésion à l’UE sont notables pour chaque citoyen, mesdames et messieurs : perte de démocratie, régression sociale, abandon de la neutralité, perte du schilling en faveur d’une monnaie en piteux état, cela nous fait tout particulièrement mal, mesdames et messieurs. Dévalorisation massive de l’argent, et expropriation sans vergogne du bien public, vague de transit, criminalité sans frontière, mise sous tutelle de notre propre système législatif, immigration de masse, chaos de réfugiés. Et dans cette situation, il faudrait avoir un Etat autrichien libre, indépendant et vraiment neutre ! Merci beaucoup. »

Face à ces images, reste sans aucun doute la question : Est-ce ainsi qu’on imagine les représentants du peuple qui sont sensés examiner consciencieusement et sérieusement les demandes du peuple au parlement, au niveau politique le plus élevé ?
Il semble que les voix critiques envers l’UE ainsi que les demandes du Parti Libéral d’Autriche en faveur d’une consultation populaire ne sont les unes et les autres qu’une goutte d’eau dans l’océan, juste pour donner l’impression qu’on prend au sérieux l’initiative populaire. Contrairement à un référendum, une consultation populaire, si elle est positive, n’oblige pas le parlement à la mettre en œuvre, et resterait donc facultative.
A la fin de la séance plénière on a voté sur cette demande du Parti Libéral.
Je prie ces dames et messieurs qui sont pour la proposition, de bien vouloir faire un signe d’approbation... C’est refusé.
Le Parti Libéral d’Autriche, l’équipe de Stronach et les trois députés sans appartenance politique ont voté pour. Mais la majorité nécessaire n’a pas été atteinte.
Bilan : Une chose semble claire, c’est que les députés autrichiens ne veulent pas vraiment s’aligner sur la volonté du peuple et sûrement pas laisser le peuple voter au sujet d’une sortie de l’UE. Pourquoi cela a-t-il pu se passer ainsi ? Une émission en allemand : « Enquête américaine contre la liberté d’opinion et la démocratie en Europe » pourrait fournir une explication. A la suite de cette émission vous aurez également la possibilité de regarder l’interview avec Inge Rauscher (en langue allemande).

**de Manuel W. / Daniel D.**

**Sources:**

Wegwarte Folge 4 Juli 2015 Seite 1 – 2 [www.ots.at/presseaussendung/OTS\_20160122\_OTS0018/eu-austritts-volksbegehren-entscheidet-das-parlament-fuer-eine-volksabstimmung-zum-eu-austritt-anhang](https://www.ots.at/presseaussendung/OTS_20160122_OTS0018/eu-austritts-volksbegehren-entscheidet-das-parlament-fuer-eine-volksabstimmung-zum-eu-austritt-anhang)[www.ots.at/presseaussendung/OTS\_20160127\_OTS0157/eu-austritts-volksbegehren-ja-zur-volksbefragung](https://www.ots.at/presseaussendung/OTS_20160127_OTS0157/eu-austritts-volksbegehren-ja-zur-volksbefragung)[https://de.wikipedia.org/wiki/Volksabstimmung\_(Schweiz](https://de.wikipedia.org/wiki/Volksabstimmung_%28Schweiz)) [https://de.wikipedia.org/wiki/Volksabstimmung\_(Österreich](https://de.wikipedia.org/wiki/Volksabstimmung_%28%C3%96sterreich)) [https://de.wikipedia.org/wiki/Volksbefragung\_(Österreich](https://de.wikipedia.org/wiki/Volksbefragung_%28%C3%96sterreich))

**Cela pourrait aussi vous intéresser:**

---

**Kla.TV – Des nouvelles alternatives... libres – indépendantes – non censurées...**

* ce que les médias ne devraient pas dissimuler...
* peu entendu, du peuple pour le peuple...
* des informations régulières sur [www.kla.tv/fr](https://www.kla.tv/fr)

Ça vaut la peine de rester avec nous!

**Vous pouvez vous abonner gratuitement à notre newsletter:** [**www.kla.tv/abo-fr**](https://www.kla.tv/abo-fr)

**Avis de sécurité:**

Les contre voix sont malheureusement de plus en plus censurées et réprimées. Tant que nous ne nous orientons pas en fonction des intérêts et des idéologies de la système presse, nous devons toujours nous attendre à ce que des prétextes soient recherchés pour bloquer ou supprimer Kla.TV.

**Alors mettez-vous dès aujourd’hui en réseau en dehors d’internet!
Cliquez ici:** [**www.kla.tv/vernetzung&lang=fr**](https://www.kla.tv/vernetzung%26lang%3Dfr)

*Licence:  Licence Creative Commons avec attribution*

Il est permis de diffuser et d’utiliser notre matériel avec l’attribution! Toutefois, le matériel ne peut pas être utilisé hors contexte.
Cependant pour les institutions financées avec la redevance audio-visuelle, ceci n’est autorisé qu’avec notre accord. Des infractions peuvent entraîner des poursuites.